

Core in Fronte

Réponse à la CIE, Coopération interassociative de Lutte contre l'Exclusion,

Mesdames, messieurs de la CIE, vous avez sollicité, par biais d'une lettre ouverte, l'ensemble des candidats aux élections territoriales sur leurs projets respectifs pour réduire pauvreté et précarité en Corse, veuillez trouver ici nos réponses à vos questionnements.

Nous tenons, pour commencer, à saluer l'immense travail de terrain que réalise chacune des associations de votre coordination. Nous tenons aussi à exprimer ici le fait qu'il est inadmissible, en 2017, que des associations comme les vôtres existent encore et aient à faire le travail qu'elles font, c'est là le témoin du fait que la politique faillit dans ses missions les plus fondamentales.

Vous le savez la liste Core in Fronte est composée de femmes et d'hommes dont le combat d'une vie, et non pas d'une élection, est fondé sur le social et la lutte contre la précarité. À ce titre vos questionnements, légitimes, sont les bienvenues puisqu'ils touchent le cœur même de notre programme.

1. COMMENT RECRÉER DE L'EMPLOI ET REVITALISER LE LIEN SOCIAL, NOTAMMENT EN ZONE RURALE ?

Nous sommes profondément attachés au monde rural, une grande partie de nos candidats en est d'ailleurs issue. Pour favoriser l'installation dans ces zones, il convient d'abord d'optimiser le réseau routier qui sera une compétence de la nouvelle Collectivité de Corse (CdC), consolider aussi le transport intérieur en favorisant les liens train-bus par exemple. De plus, la nouvelle Collectivité devra maximaliser les primes pour la rénovation du bâti dans le rural, l'installation de petites entreprises, la couverture numérique. Notre vision d'une meilleure gestion des déchets avec l'instauration d'un tri à la source avec porte à porte en zone rurale permettra aussi de créer de l'emploi dans ces zones. Enfin pour éviter les conflits d'usage entre néo-arrivant dans le rural et les autres habitants, il faut favoriser tous les espaces de convivialité : associations, foyers, social club, évènementiels... Le village doit redevenir une communauté d'appartenance.

2. COMMENT AMÉLIORER L'ADÉQUATION ENTRE FORMATION ET DÉBOUCHÉS SUR L'EMPLOI, NOTAMMENT POUR LES CHÔMEURS DE LONGUE DURÉE ?

Ce questionnement soulève deux problèmes : le premier est l'inadéquation entre l'offre de Formation et la réalité des besoins du marché aujourd'hui, le second est la puissante incapacité insulaire à garder nos cerveaux ici.

La carte des formations doit être totalement repensée, en adéquation entre formateur et recruteur, avec en complément, un transfert de compétences plus important dans le domaine de l'éducation. L'enseignement agricole doit être maîtrisé par la CdC, les formations aux nouveaux métiers du tourisme, de l'artisanat, et agricoles doivent complètement être revues, pour devenir plus attractif.

La Corse doit aussi se donner les moyens de garder ses cerveaux et de faire revenir ceux qui sont partis, il faut arrêter d'importer systématiquement des cadres et privilégier le recrutement local. Il faut surtout soutenir beaucoup plus les créateurs d'entreprises. Il est par exemple inadmissible de verser 700 000 euros de subventions à la FIA pour la tenue du Tour de Corse WRC, véritable industrie au budget et aux ressources colossales qui n'a pas besoin des sous du contribuable Corse, et à côté de ça réserver 500 000 euros annuels à l'incubateur d'Entreprises de la Corse, panem et circenses, les priorités doivent être clairement redéfinies. Il faut stimuler beaucoup plus la création d'entreprises et l'innovation qui sont de véritables vecteurs d'emploi et de richesses concomitants à une formation d'excellence.

3. COMMENT LUTTER CONTRE LE DÉCROCHAGE SCOLAIRE ?

Le décrochage scolaire est plus important en Corse qu'ailleurs. Là encore nous pensons qu'une mauvaise stimulation de la création d'entreprises et de l'innovation y tient une part de responsabilités. Nous sommes en outre pour un soutien des différents ateliers relais qui travaillent dans ce domaine, leur donner plus de moyens. Une grande campagne de sensibilisation auprès des familles et collégiens doit être menée, comme celle qui a été faite pour le pass cultura.

4. QUELLES RÉPONSES APPORTER AU RENONCEMENT AUX SOINS ?

Le renoncement aux soins est un des aspects de la paupérisation des corses. La Corse doit se doter d'un CHU, il est inadmissible qu'en Corse on dispose d'une première année de médecine et pas de CHU pour en prolonger le cursus, il est inadmissible qu'en 2017 une femme ne puisse pas accoucher à l'intérieur de l'île, il est inadmissible qu'en 2017 on doive attendre 1 mois et demi et faire encore 2h de voiture pour passer un IRM, il est inadmissible que pour bien trop de pathologies on doivent être pris en charge outre-mer, il est inadmissible que le niveau de soin proposé et les capacités de traitements de pathologies soient inférieurs à ceux de la Bande de Gaza. Il faut mettre en chantier la création d'un CHU avec en parallèle le prolongement du cursus universitaire de médecine. Nous souhaitons aussi rapprocher la santé des usagers en favorisant les "maisons médicales" dans le rural.

5. QUELLES MESURES ADOPTER POUR RÉDUIRE LE COÛT DE LA VIE, TROP ÉLEVÉ EN CORSE ?

Réduire le coût de la vie est une de nos priorités. Premièrement il faut un moratoire sur toute nouvelle implantation de Grandes surfaces en Corse, nous avons déjà un des ratios les plus forts d'Europe. Ce modèle est destructeur. Revenons aux circuits courts, aux marchés locaux, aux épicerie locales. Nous proposons la mise en place réelle d'une monnaie locale complémentaire. Les prix doivent être encadrés pour les achats de première nécessité comme cela a été obtenu en Guadeloupe après un conflit social majeur. Nous proposons aussi la création d'une bourse d'échange de services, de travail, non monétaire. Comme cela a été fait ailleurs en Europe.

6. QUELLES RÉPONSES URGENTES APPORTER AU DÉFICIT DE LOGEMENT SOCIAL ?

Le logement social est en retard en Corse, on n'en construit pas assez, alors que nous avons construit 100 000 résidences secondaires ! C'est inadmissible. L'Office foncier doit jouer son rôle et faire des réserves foncières pour les logements sociaux. Il faut un plan ambitieux de remise à niveau. Il est aussi inadmissible de ne pas s'occuper des logements sociaux existants très délabrés, sans normes de sécurité à tous les niveaux, nous devons surtout penser à apporter, ensemble, avec les différents acteurs, des logements décentes aux citoyens frappés par une paupérisation grandissante.

7. QUELLE POLITIQUE D'URBANISATION PROPOSEZ-VOUS POUR COMPENSER L'URBANISATION RAPIDE ET DÉSORDONNÉE AUX PORTES DES GRANDES VILLES QUI FAVORISE L'EXCLUSION ?

Nous souhaitons stopper la périurbanisation sauvage. Paul Félix Benedetti n'a pas voté le Padduc car il était trop permissif. Nous réviserons le PADDUC pour le rendre plus contraignant. Avec des prescriptions simples qui devront dicter les PLUs. Ex : Fin des lotissements périurbains sur les terrains plats; Construisons sur les collines dans l'esprit des villages d'autrefois avec des espaces de lien social.

Interdiction des hauts murs dans les lotissements ou des lotissements avec des "culs de sacs". Respect des toponymes locaux. Nous voulons un autre urbanisme et en priorité densifier le rural de moyenne montagne.

8. COMMENT MIEUX SOUTENIR L'ACTION DES ASSOCIATIONS D'AIDE AUX PLUS PAUVRES, QUI DANS CE CONTEXTE SONT PARADOXALEMENT TOUCHÉES DE PLEIN FOUET PAR LA DIMINUTION DES SUBVENTIONS ?

Sans revenir sur la FIA et le WRC, il faut bien évidemment soutenir les plus pauvres, et tout naturellement aider les associations qui les aident. Les aider financièrement mais aussi en termes de logistique. Les communes doivent être en réseau avec ces associations pour, par exemple, réutiliser le gaspillage alimentaire des cantines scolaires et des structures d'accueil pour personnes âgées.

9. QUELLES MESURES COMPTEZ-VOUS PRENDRE POUR QUE LA CORSE REDEVienne UNE TERRE D'ACCUEIL POUR LES MIGRANTS ?

La Corse doit prendre sa juste part, en fonction de sa démographie et de son niveau économique sur l'ensemble français, à l'accueil de Migrants, en particulier venant de zones de conflits. Une autre action géopolitique pour laquelle nous n'avons pas de compétences pourrait réduire ces conflits. La coopération interrégionale doit se faire avec toutes les rives de la méditerranée. Notre espoir est qu'elle devienne une zone de démocratie et de stabilité.

Vi ringraziamu per e vostre questione

Core in Fronte